

Chambre des Représentants

SESSION 1979-1980

26 JUIN 1980

PROJET DE LOI relatif aux propositions budgétaires 1979-1980

AMENDEMENTS
PRESENTES PAR LE GOUVERNEMENT
AU TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

Art. 100.

A cet article, qui devient l'article 146, les modifications suivantes sont apportées :

« A) Au premier alinéa, les nombres 214 144, 171 365 et 160 055 sont remplacés respectivement par les nombres 214 644, 171 765 et 166 110.

» B) La dernière phrase du premier alinéa est remplacée par ce qui suit :

» Le Roi peut, à partir de 1981, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre les mesures nécessaires en vue de réaliser l'égalité, en ce qui concerne le minimum de pension garanti, entre les hommes et les femmes bénéficiaires d'avantages au taux isolé, en tenant compte des possibilités financières du régime ».

Voir :

323 (1979-1980) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 12 : Amendements.
- N° 13-1° : Rapport (articles disjoints).
- N° 14 à 46 : Amendements.
- N° 47 : Rapport.
- N° 48 à 63 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1979-1980

26 JUNI 1980

WETSONTWERP betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980

AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE REGERING
OP DE TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

Art. 100.

In de tekst van dit artikel, dat artikel 46 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« A) In het eerste lid, worden de getallen 214 144, 171 365 en 160 055 respectievelijk vervangen door de getallen 214 644, 171 765 en 166 110.

» B) De laatste zin van het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

» De Koning kan vanaf 1981, bij zijn Ministerraad overlegd besluit, de nodige maatregelen treffen om de gelijkheid, wat het gewaarborgd minimumpensioen betreft, te verwezenlijken tussen mannelijke en vrouwelijke gerechtigden als alleenstaande, waarbij rekening wordt gehouden met de financiële mogelijkheden van het stelsel ».

Zie :

323 (1979-1980) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 12 : Amendementen.
- N° 13-1° : Verslag (afgescheiden artikelen).
- N° 14 tot 46 : Amendementen.
- N° 47 : Verslag.
- N° 48 tot 63 : Amendementen.

Art. 101.

A cet article, qui devient l'article 147, les modifications suivantes sont apportées :

« A) Au premier alinéa, le nombre 160 055 est remplacé par 166 110.

« B) La dernière phrase du premier alinéa est remplacée par ce qui suit :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre les mesures nécessaires en vue de porter le minimum garanti de la pension de survie au taux du minimum garanti prévu pour les pensions accordées aux bénéficiaires masculins isolés visés à l'article 100, en tenant compte des possibilités financières du régime. »

JUSTIFICATION

Les articles 100 et 101 ont pour but :

- d'une part, de relever les petites pensions;
- d'autre part, de réaliser le principe du traitement égal entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale qui fait l'objet d'une directive européenne, dans le cadre d'une solution globale et moyennant des mesures appropriées et ce, en tenant compte des possibilités financières du régime. Ainsi la moitié de la différence est rattrapée en 1980.

Art. 102.

Remplacer le texte de cet article, qui devient l'article 148, par ce qui suit :

« Art. 148. — La dépense complémentaire résultant de l'application des articles 100 et 101 de la présente loi sera couverte en 1980 par l'Etat ».

Art. 169bis (nouveau).

Insérer un article 169bis (nouveau), qui devient l'article 212bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 212bis. — A l'article 38, 2^e, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, les mots « au personnel » sont remplacés par :

« aux membres du personnel, ainsi qu'aux membres des organes de gestion, d'administration et de direction nommés par le Roi ou par l'assemblée investie du pouvoir de nomination ».

JUSTIFICATION

Par cet ajout, il est envisagé d'éliminer la confusion née sur la portée de l'ancien terme « personnel ». Il ne serait en effet pas sérieux de ne viser que le seul membre du personnel au sens strict et non les mandataires qui ont également droit à une pension.

Art. 169ter (nouveau).

Insérer un article 169ter (nouveau), qui devient l'article 212ter (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 212ter. — A l'article 39 de la même loi du 5 août 1978, les modifications suivantes sont apportées :

« 1^o Au deuxième alinéa, les mots « de même que les pensions de survie visées à l'article 38 » sont insérés après « bonifications précitées ».

Art. 101.

In dit artikel, dat artikel 147 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« A) In het eerste lid wordt het getal 160 055 vervangen door 166 110.

« B) De laatste zin van het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, de nodige maatregelen treffen om het gewaarborgd minimum van het overlevingspensioen op te trekken tot het bedrag van het gewaarborgd minimum, dat toegekend wordt aan een mannelijke alleenstaande gerechtigde, bedoeld in artikel 100, waarbij rekening wordt gehouden met de financiële middelen van het stelsel. »

VERANTWOORDING

De artikelen 100 en 101 hebben tot doel :

- enerzijds, de kleine pensioenen op te trekken;
- anderzijds, het beginsel van de gelijke behandeling tussen mannen en vrouwen inzake sociale zekerheid, dat vervat is in een Europese richtlijn, te verwezenlijken in het kader van een globale oplossing en met geëigende maatregelen en waarbij rekening wordt gehouden met de financiële middelen van het stelsel. In 1980 wordt aldus de helft van het verschil weggewerkt.

Art. 102.

De tekst van dit artikel, dat artikel 148 wordt, vervangen door wat volgt :

« Art. 148. — De bijkomende uitgave, voortspruitend uit de toepassing van de artikelen 100 en 101 van deze wet zal in 1980 gedekt worden door de Staat ».

Art. 169bis (nieuw).

Een artikel 169bis (nieuw) invoegen, dat artikel 212bis (nieuw) wordt, luidend als volgt :

« Art. 212bis. — In artikel 38, 2^e, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, worden de woorden « het personeel » vervangen door :

« de personeelsleden, alsmede aan de door de Koning of door de met benoemingsbevoegdheid beklede vergadering benoemde leden van de beheers-, bestuurs- en directie-organen ».

VERANTWOORDING

Met deze aanvulling wordt bedoeld de ontstane verwarring over de draagwijdte van de vroegere term « personeel » uit te schakelen. Het zou inderdaad niet ernstig zijn wel de personeelsleden in enge zin te treffen en niet de eveneens pensioengerechtigde mandatarissen.

Art. 169ter (nieuw).

Een artikel 169ter (nieuw) invoegen, dat artikel 212ter (nieuw) wordt, luidend als volgt :

« Art. 212ter. — In artikel 39 van dezelfde wet van 5 augustus 1978 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1^o In het tweede lid worden de woorden « alsook de in artikel 38 bedoelde overlevingspensioenen » ingevoegd na « voormelde bonificaties ».

« 2° Au quatrième alinéa, les mots « ou de ministre officiant, selon le cas » sont remplacés par : « de chapelain du culte anglican (selon l'église à laquelle l'intéressé était attaché), de ministre officiant, d'imam, d'aumônier de 1^{re} et de 2^e classe attaché au Ministère de la Défense nationale, ou du traitement minimum d'aumônier attaché à un autre département ministériel, ou du traitement moyen ayant servi de base au calcul de la pension s'il est inférieur à l'un des traitements prévus ci-avant, selon le ministère exercé.

« 3° Il est ajouté un 5^e alinéa rédigé comme suit : « La limitation prévue à l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux pensions qui ont pris cours avant le 1^{er} octobre 1980. »

JUSTIFICATION

Il s'agit d'améliorations de texte qui doivent être réalisées par la loi afin d'y apporter plus de précision.

Art. 169quater (nouveau).

Insérer un article 169quater (nouveau), qui devient l'article 212quater (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 212quater. — A l'article 40 de la même loi, la dernière phrase du second alinéa est supprimée.

JUSTIFICATION

La mission du Roi prévue à cet article qui ne peut être imaginée indépendamment de celle prévue à l'article 42, est supprimée ici pour être reprise à l'article 50 (nouveau).

Art. 169quinquies (nouveau).

Insérer un article 169quinquies (nouveau), qui devient l'article 212quinquies (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 212quater. — L'article 41 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes : « Les personnes dont le revenu de pension est constitué en partie d'avantages à caractère contractuel, financés par une assurance de groupe, ou à charge d'un fonds de pension institué par l'employeur, de même que les personnes dont le régime de pension est géré par une association sans but lucratif percevant des subventions à charge d'un pouvoir ou d'un organisme visé à l'article 38, bénéficient, pour l'application des plafonds fixés aux articles 39, 40 et 42, d'une exonération qui tient compte de leur contribution personnelle dans le financement des avantages en cause.

« Les limites de cette exonération sont déterminées par le Roi, soit par pouvoir ou organisme visé à l'article 38, soit pour l'ensemble de ces pouvoirs ou organismes, sans que cela puisse mener à une augmentation des maximums au 1^{er} janvier 1979 des pensions, tels qu'ils existent dans le régime de pension applicable aux intéressés. »

JUSTIFICATION

Il s'agit en premier lieu d'une amélioration des textes. Dans la pratique il est également apparu que les régimes sont tellement divergents qu'une exonération de la cotisation personnelle devra éventuellement être examinée par régime. Ceci est le but du second alinéa nouveau, qui veille cependant à ce que cela ne puisse mener à une augmentation des maximums fixés au 1^{er} janvier 1979.

« 2° In het vierde lid worden de woorden « of van officiant naargelang het geval » vervangen door : « van kapelaan van de Anglikaanse eredienst (naargelang van de kerk waaraan de betrokkene verbonden was), van officiant, van imam, van aalmoezenier 1^{ste} en 2^e klasse verbonden aan het Ministerie van Landsverdediging, of van de minimumwedde van aalmoezenier verbonden aan een ander ministerieel departement, of van de gemiddelde wedde die tot grondslag heeft gediend voor de berekening van het pensioen indien zij lager is dan een van de hierboven bedoelde wedden naargelang de uitgeoefende bediening ».

« 3° Er wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt : « De beperking in het eerste lid is niet toepasselijk op de pensioenen die ingang vonden vóór 1 oktober 1980. »

VERANTWOORDING

Het gaat om tekstverbeteringen die bij de wet moeten gerealiseerd worden om ze nauwkeuriger af te bakenen.

Art. 169quater (nieuw).

Een artikel 169quater (nieuw) invoegen, dat artikel 212quater (nieuw) wordt, luidend als volgt :

« Art. 212quater. — In artikel 40 van dezelfde wet wordt de laatste zin van het tweede lid geschrapt.

VERANTWOORDING

De hier voorziene opdracht van de Koning, welke niet kan losgedacht worden van deze vervat in artikel 42, wordt hier geschrapt en hernomen in het nieuw voorgesteld artikel 50.

Art. 169quinquies (nieuw).

Een artikel 169quinquies (nieuw) invoegen, dat artikel 212quinquies (nieuw) wordt, luidend als volgt :

« Art. 212quater. — Artikel 41 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen : « De personen, van wie het pensioeninkomen gedeeltelijk bestaat uit voordelen van kontraktuele aard, gefinancierd door middel van een groepsverzekering of ten laste van een door de werkgever ingesteld pensioenfonds, alsook de personen wier pensioenregeling beheerd wordt door een vereniging zonder winstoogmerk die hiertoe toelagen ontvangt ten laste van een in artikel 38 bedoelde macht of organisme, genieten voor de toepassing van de plafonds voorzien in de artikelen 39, 40 en 42, een vrijstelling die rekening houdt met hun persoonlijke bijdrage in de financiering der desbetreffende voordelen.

« De grenzen van deze vrijstelling worden door de Koning bepaald, hetzij per macht of organisme bedoeld in artikel 38, hetzij voor het geheel van deze machten of organismen, zonder dat dit kan leiden tot een verhoging van de pensioenmaxima per 1 januari 1979 zoals bestaande in het pensioenstelsel der betrokkenen. »

VERANTWOORDING

Het gaat in de eerste plaats om een tekstverbetering. In de praktijk is eveneens gebleken dat de stelsels dermate uiteenlopen dat een vrijstelling voor persoonlijke bijdrage, eventueel per stelsel, zal moeten onderzocht worden. Dit is de bedoeling het nieuw tweede lid, waarbij echter wel gewaakt wordt over het feit dat dit geen aanleiding mag zijn tot verhoging van de gestelde maxima per 1 januari 1979.

Art. 169sexies.

Insérer un article 169sexies (nouveau), qui devient l'article 212sexies (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 212sexies. — A l'article 42, second alinéa de la même loi, les deux dernières phrases sont remplacées par : « Les réductions découlant de l'application du présent article ne peuvent en aucun cas affecter le montant des traitements, rémunérations ou indemnités, visés au premier alinéa ».

JUSTIFICATION

La partie supprimée est, comme à l'article 40, renvoyée au nouvel article 50.

Art. 169septies (nouveau).

Insérer un article 169septies (nouveau), qui devient l'article 212septies (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 212septies. — Dans la même loi, il est inséré un article 42bis, rédigé comme suit :

« Art. 42bis. — Si des avantages, prévus à l'article 41 ont, en tout ou en partie, été liquidés sous la forme de capital, la rente fictive correspondant au capital liquidé est prise en considération pour l'application des articles 39, 40 et 42, compte tenu de la partie éventuellement exonérée en vertu du même article 41. »

JUSTIFICATION

Cette disposition figurait initialement à l'article 41, mais il fut oublié d'étendre le champ d'application à l'article 42. De plus, il fallait ici également tenir compte de la partie éventuellement exonérée, provenant des contributions personnelles. Pour ces motifs, il est proposé d'insérer un nouvel article 42bis.

Art. 169octies (nouveau).

Insérer un article 169octies (nouveau), qui devient l'article 212octies (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 212octies. — A l'article 43 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

» 1^{re} au premier alinéa, la mention de la date du « 1^{er} janvier 1979 » est remplacée par « 1^{er} octobre 1980 »;

» 2^e le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

» La limitation prévue à l'alinéa premier n'est pas applicable aux pensions de survie dont le montant est inférieur au montant minimum garanti des pensions de survie à charge du Trésor public. Elle ne peut non plus avoir pour effet de ramener les autres pensions à un montant inférieur audit montant minimum garanti. »

JUSTIFICATION

Etant donné qu'une application générale de cet article au 1^{er} janvier 1979 est quasiment exclue, il est proposé de reporter la date d'entrée en vigueur au 1^{er} octobre 1980.

Art. 172 (nouveau).

Insérer un article 172 (nouveau), qui devient l'article 214bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 214bis. — L'article 55, §§ 1^{er} et 2, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 169sexies.

Een artikel 169sexies (nieuw) invoegen, dat artikel 212sexies (nieuw) wordt, luidend als volgt :

« Art. 212sexies. — In artikel 42, tweede lid, van dezelfde wet, worden de twee laatste zinnen vervangen door : « De verminderingen voortvloeiend uit de toepassing van dit artikel mogen in geen geval het bedrag van de in het eerste lid beoogde wedden, lonen of vergoedingen treffen ».

VERANTWOORDING

Het geschrapte gedeelte wordt, zoals voor artikel 40, verwezen naar het nieuw artikel 50.

Art. 169septies (nieuw).

Een artikel 169septies (nieuw) invoegen, dat artikel 212septies (nieuw) wordt, luidend als volgt :

« Art. 212septies. — In dezelfde wet wordt een artikel 42bis ingevoegd, luidend als volgt :

» Art. 42bis. — Indien de voordelen, bedoeld bij artikel 41 geheel of gedeeltelijk uitgekeerd werden, in de vorm van een kapitaal, wordt voor de toepassing van de artikelen 39, 40 en 42, de fictieve rente die met het kapitaal overeenstemt, in aanmerking genomen, hierbij rekening houdend met het eventueel vrijgesteld gedeelte, in toepassing van hetzelfde artikel 41. »

VERANTWOORDING

Deze bepaling kwam vroeger voor in artikel 41, maar hierbij werd vergeten het toepassingsveld ook tot artikel 42 te verruimen. Daarenboven moet ook hier met de mogelijke vrijstelling voor het gedeelte, voortkomende uit de persoonlijke bijdragen, rekening gehouden worden. Daarom wordt voorgesteld dit in een nieuw artikel 42bis in te schrijven.

Art. 169octies (nieuw).

Een artikel 169octies (nieuw) invoegen, dat artikel 212octies (nieuw) wordt, luidend als volgt :

« Art. 212octies. — In artikel 43 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

» 1^o in het eerste lid wordt de vermelding van de datum « 1 januari 1979 » vervangen door « 1 oktober 1980 »;

» 2^o het laatste lid wordt vervangen door wat volgt :

» De in het eerste lid bedoelde beperking is niet van toepassing op de overlevingspensioenen waarvan het bedrag lager ligt dan het gewaarborgd minimumbedrag van de overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist. Zij mag ook niet tot gevolg hebben dat de andere pensioenen teruggebracht worden tot een bedrag dat lager ligt dan voormeld gewaarborgd minimumbedrag. »

VERANTWOORDING

Daar een algemene toepassing van dit artikel met terugwerkende kracht tot 1 januari 1979 nagenoeg niet mogelijk is, wordt voorgesteld de ingangsdatum op 1 oktober 1980 te brengen.

Art. 172(nieuw).

Een artikel 172 (nieuw) invoegen, dat artikel 214bis (nieuw) wordt, luidend als volgt :

« Art. 214bis. — Artikel 50, §§ 1 en 2, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 50. — § 1^{er}. Les articles 38, 48, 49 et 50, § 3, produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1979, les articles 41, 42bis, 43, 44 et 47, le 1^{er} octobre 1980, et les articles 39, 40 et 42 sont intégralement applicables au 1^{er} janvier 1985.

« Toutefois, afin de réaliser une application progressive des maximums prévus par la présente section, les pensions et cumuls existant au 30 septembre 1980, et ceux qui prendront cours après cette date, qui dépassent ces maximums, compte tenu des exonérations prévues par la présente section, ne seront plus, à partir du 1^{er} octobre 1980 ou à partir de la date de prise de cours, liés à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, postérieure au 1^{er} octobre 1980 et ce, jusqu'au moment où ils ne dépasseront plus les mêmes maximums. A ce moment, ils seront liés aux mêmes indices que celui auquel sont liés les mêmes maximums.

« § 2. Pour les pensions et les cumuls dont il peut être attendu que l'application du § 1^{er} ne les ramènera pas, à l'issue de la période transitoire, aux maximums fixés, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre des mesures complémentaires afin de réduire ces pensions et cumuls jusqu'à ces mêmes maximums.

« Le Roi détermine les modalités selon lesquelles les réductions prévues par la présente section seront appliquées. En ce faisant, les réductions devront profiter en premier lieu au Trésor public. »

JUSTIFICATION

En raison des difficultés administratives énormes, mais surtout à cause des régimes très divergents et des arrêts d'exécution manquants, il n'a pas été possible d'appliquer progressivement la loi à partir du 1^{er} janvier 1979, tel qu'il fut initialement proposé.

Afin d'assurer quand même une entrée en vigueur progressive et cohérente, le Gouvernement propose de fixer au 1^{er} janvier 1985 la date d'entrée en vigueur intégrale des dispositions de la présente section, tout en introduisant dès le 1^{er} octobre 1980 des mesures transitoires consistant à geler l'indexation des pensions et cumuls de pensions dépassant les maximums déterminés jusqu'au 1^{er} janvier 1985 sauf si, entre-temps ces pensions et cumuls sont rattrapés par les montants maximums précités qui, eux, continuent à évoluer en fonction de l'index.

Etant donné que la période transitoire de cinq ans peut encore se révéler trop courte pour réduire les pensions et cumuls très élevés jusqu'aux maximums fixés, il est proposé que, par des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres, des mesures complémentaires puissent être prises.

A cela, il faut ajouter que le problème de l'éméritat est également posé par cette mesure, de sorte que l'intervention du constituant et du législateur avant le 30 septembre 1980 serait souhaitable pour adapter l'article 10 de la Constitution et le Code judiciaire. Le pouvoir spécial qui était prévu par la loi du 5 août 1978 est en effet périmé depuis le 31 décembre 1978.

Art. 173 (nouveau).

Insérer un article 173 (nouveau), qui devient l'article 214ter (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 214ter. — A l'article 89, § 1, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, le chiffre « 50 » est remplacé par « 50, § 3 ».

JUSTIFICATION

Le pouvoir spécial, prévu pour l'exécution de l'article 50 est arrivé à expiration le 31 décembre 1978.

Il n'y a que l'article 50, § 3, qui a fait l'objet d'un arrêté d'exécution (arrêté royal n° 24 du 28 novembre 1978 relatif à la pension de certains aviateurs militaires).

Si l'on veut éviter une confusion au sujet de l'exécution du nouvel article 50, § 1 et § 2, il convient de corriger la référence initiale.

« Art. 50. — § 1. De artikelen 38, 48, 49 en 50, § 3, hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1979, de artikelen 41, 42bis, 43, 44 en 47 met ingang van 1 oktober 1980 en de artikelen 39, 40 en 42 zijn integraal van toepassing op 1 januari 1985.

« Nochtans, teneinde een progressieve toepassing te realiseren van de maxima voorzien in deze sectie, worden de op 30 september 1980 lopende pensioenen en cumulaties en diegene die hierna zullen ingaan, die deze maxima overtreffen, rekening gehouden met de door deze sectie voorziene vrijstellingen, vanaf 1 oktober 1980 of vanaf hun datum van ingang niet meer gekoppeld aan de evolutie, die het indexcijfer van de consumptieprijs na 1 oktober 1980 zal kennen en dit tot het ogenblik waarop ze niet meer boven diezelfde maxima uitstijgen. Op dat ogenblik worden zij gekoppeld aan hetzelfde indexcijfer als dat waaraan diezelfde maxima gebonden zijn.

« § 2. Voor de pensioenen en cumulaties waarvan normaal mag verwacht worden dat zij op het einde van de overgangsperiode niet zullen berleid worden tot de gestelde maxima, ingevolge de toepassing van § 1, kan de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit aanvullende maatregelen nemen, om deze pensioenen en cumuls tot dezelfde maxima terug te brengen.

« De Koning bepaalt de modaliteiten volgens welke de bij deze sectie voorziene verminderingen worden toegepast. Hierbij zullen de verminderingen in de eerste plaats de Schatkost ten goede moeten komen. »

VERANTWOORDING

Ingevolge de enorme administratieve moeilijkheden, maar vooral omwille van de zeer uiteenlopende stelsels en het ontbreken van uitvoeringsbesluiten bleek het niet mogelijk de wet vanaf 1 januari 1979 progressief toe te passen, zoals aanvankelijk gesteld.

Teneinde toch een progressieve en samenhangende inwerkingtreding te verzekeren, stelt de Regering voor de integrale ingangsdatum op 1 januari 1985 vast te stellen, maar tevens vanaf 1 oktober 1980 overgangsmatregelen toe te passen die er in bestaan de indexering van pensioenen en cumulaties van pensioenen die de gestelde maxima te boven gaan te bevriezen tot 1 januari 1985, tenzij wanneer ondertussen deze pensioenen en cumuls achterhaald zouden zijn door de hogervermelde maxima die zelf blijven evolueren volgens de index.

Daar de overgangsperiode van vijf jaar zelfs dan nog te kort zou kunnen blijken om de zeer hoge pensioenen en cumulaties tot de gestelde maxima terug te brengen, wordt voorgesteld dat hier bij in Ministerraad overlegde koninklijke besluiten, aanvullende maatregelen zouden kunnen getroffen worden.

Hieraan moet toegevoegd worden dat het probleem van het emeritaat hierdoor gesteld wordt, zodat de tussenkomst van de Grondwet en de wetgever vóór 30 september 1980 wenselijk zou zijn voor de aanpassing van artikel 100 van de Grondwet en van het Gerechtelijk Wetboek. De volmacht voorzien in de wet van 5 augustus 1978 is immers per 31 december 1978 vervallen.

Art. 173 (nieuw).

Een artikel 173 (nieuw) invoegen, dat artikel 214ter (nieuw) wordt, luidend als volgt :

« Art. 214ter. — In artikel 89, § 1 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, wordt het cijfer « 50 » vervangen door « 50, § 3 ».

VERANTWOORDING

De volmacht voorzien voor de uitvoering van artikel 50 is op 31 december 1978 verlopen.

Alleen artikel 50, § 3, maakte het voorwerp uit van een uitvoeringsbesluit (koninklijk besluit n° 24 van 28 november 1978 betreffende het pensioen van sommige militairen behorende tot het personeel van de luchtvaart).

Zo men verwarring wil vermijden over de uitvoering van het nieuw artikel 50, § 1 en § 2, is het aan te bevelen de oorspronkelijke verwijzing te verbeteren.

Art. 174 (nouveau).

Insérer un article 174 (nouveau), qui devient l'article 214quater (nouveau), rédigé comme suit :

« Art. 214quater. — En prévision de l'application progressive des articles 38 jusqu'à 50 y compris de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, les organismes d'intérêt public, visés par l'article 38, 2°, E) et G) de la même loi et désignés par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, comptabiliseront avec les autres revenus la partie des réserves du Fonds des pensions devenue superflue et non financée par les contributions personnelles.

» En attendant leur imposition, un montant forfaitaire et non remboursable, pour 1980, fixé à 1 185 000 000 de francs, doit être versé au Trésor public.

» Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la quote-part de chacun des organismes désignés dans ce montant ainsi que les modalités d'exécution ».

JUSTIFICATION

Normalement, les limitations des pensions et cumuls doivent mener à une augmentation des réserves disponibles, qui dès lors doivent être adaptées à la nouvelle situation.

Afin d'éviter que ces moyens supplémentaires soient affectés à d'autres objectifs, ce qui enlèverait au Trésor sa quote-part légitime par la voie de l'imposition, il semble indiqué de faire verser immédiatement au Trésor un montant, évalué forfaitairement à 1 185 000 000 de francs, en premier lieu par les parastataux financés ou existe au total un minimum de 28,5 milliards de réserves.

Après examen et concertation, le Roi déterminera comment ce transfert devra avoir lieu et quelle sera la quote-part des divers organismes de crédit public.

Le Premier Ministre,

W. MARTENS.

Le Ministre des Finances,

R. HENRION.

Le Ministre du Budget,

G. GEENS.

Art. 174 (nieuw).

Een artikel 174 (nieuw) invoegen, dat artikel 214quater (nieuw) wordt, luidend als volgt :

« Art. 214quater. — In het vooruitzicht van de progressieve toepassing van de artikelen 38 tot en met 50 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, zullen de door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit aangewezen organismen van openbaar nut, bedoeld bij artikel 38, 2°, E) en G) van diezelfde wet, het gedeelte van de beschikbaar wordende reserves uit het pensioenfonds dat niet door de persoonlijke bijdragen wordt gefinancierd, overboeken bij hun andere inkomsten.

» In afwachting van hun belastingaanslag moet voor 1980 een forfaitair en niet terugbetaalbaar bedrag van 1 185 000 000 frank aan de Openbare Schatkist gestort worden.

» De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, het aandeel van elk der aangeduide organismen in dit bedrag, alsmede de modaliteiten van uitvoering ».

VERANTWOORDING

Normaal moeten de pensioen- en cumulbeperkingen leiden tot een verhoging der beschikbare reserves die dan dienen aangepast aan de nieuwe toestand.

Ten einde te vermijden dat deze bijkomende middelen voor andere doeleinden zouden aangewend worden, wat de Schatkist haar rechtmatig aandeel via belasting zou ontnemen, lijkt het aangewezen reeds onmiddellijk een bedrag, forfaitair geraamd op 1 185 000 000 frank aan de Schatkist te doen storten, in de eerste plaats door de financiële parastatalen waar in het totaal minimum 28,5 miljard reserves bestaan.

Na onderzoek en overleg zal de Koning bepalen hoe deze overdracht moet gebeuren en welk het aandeel is van de diverse organismen van openbaar krediet.

De Eerste Minister,

W. MARTENS.

De Minister van Financiën,

R. HENRION.

De Minister van Begroting,

G. GEENS.